



M.N.R Hebdo



Hebdomadaire d'information Politique de la droite nationale

IMPORTANT : Les informations retransmises dans ce bulletin le sont sous la responsabilité exclusive de leurs auteurs et ne sauraient engager la responsabilité du Mouvement National Républicain.

N° 004 Semaine 6— 2012 - Hebdo GRATUIT diffusé par internet

Mise en page : Francis BOCQUILLET

RENDEZ VOUS :

Grand discours de Carl Lang
Président du Parti de la France
Candidat à l'élection présidentielle
de l'Union de la Droite Nationale

Samedi 3 Mars à Paris
de 14h30 à 18h30
Forum de Grenelle - 5 rue de la Croix Nivert
P.A.F. 10€ **Apéritif offert**

Ce bulletin d'information est adressé **gratuitement** chaque semaine à toute personne qui le souhaite

Il vous suffit de en vous inscrire à notre liste de diffusion :

En envoyant un courriel vide à : liste-diffusion-subscribe@m-n-r.fr

Vous pouvez nous contacter à :

Mouvement national républicain B.P. 10008 93161 NOISY-LE-GRAND CEDEX Tél.:
09.51.45.84.93

Carl Lang: une visite sous tensions

Une cinquantaine de personnes ont manifesté à Caen devant l'hôtel où se déroulait la conférence de presse

A l'ombre de Marine Le Pen et du Front National, le parti de la France bat également campagne pour les présidentielles. Son candidat, Carl Lang, était aujourd'hui à Caen. Cet ancien fidèle de Jean-Marie Le Pen a fait sécession en 2009, tout comme Fernand Le Rachinel, ancien imprimeur du FN installé dans la Manche.

Une cinquantaine de personnes se sont rassemblés devant l'hôtel où avait lieu la conférence de presse du candidat pour manifester leur opposition à la venue de Carl Lang aux cris de "*le facisme c'est la gangrène*".

Carl Lang se définit comme le candidat de la droite chrétienne, nationale et européenne et considère que son ancien parti, le Front National, a oublié ses valeurs: "*Il ne souhaite plus mener la bataille contre l'immigration, pour la défense des intérêts d'abord de la France et des Français, moi je reste attaché à la défense de l'identité française. Je crois qu'il faut répondre à un véritable défi de civilisation.*" Le candidat du parti de la France a affirmé disposer de la moitié des 500 signatures nécessaires pour se présenter à l'élection présidentielle.

Politique : point de programme du MNR : **LES VALEURS**

Nobles et exigeantes, les vertus propres à notre civilisation occidentale ont de tout temps eu pour effet d'élever les hommes et les peuples. Ce sont elles qui ont permis à la France de se forger le destin exceptionnel qui est le sien.

Façonnées par l'esprit de liberté et de transcendance, pétries de volonté d'action et de conquête, de sens de l'éthique et du devoir, de goût pour la compétition et la connaissance, d'aspiration à l'harmonie et au dépassement de soi, elles ont su, mieux que toutes les autres dans le monde, réaliser l'équilibre entre l'épanouissement des personnes et le développement des communautés, entre les impératifs de la vie spirituelle et la maîtrise du monde matériel. Sans ces valeurs, véritable colonne vertébrale de notre civilisation, notre nation se dissoudrait en un agrégat d'individualités désorientées.

La santé mentale de la nation

Aussi, pour le MNR, les valeurs ont-elles un rôle essentiel à jouer dans le redressement de la France dont elles constituent l'armature spirituelle. Ce sont donc leur vitalité, l'influence bénéfique que les valeurs exercent sur les hommes et les communautés, qui garantissent la bonne santé mentale de notre patrie. En revanche, leur remise en cause ou leur abandon portent immédiatement atteinte à l'intégrité et à l'équilibre psychologique de la nation.

Aussi y a-t-il un lien direct entre l'état de la société et la nature des vertus dominantes. Que celles-ci soient exigeantes et exaltent le respect des personnes, le sens de la communauté, le goût de l'émulation, l'honneur, le courage, la quête de la vérité, et le peuple, naturellement, en dehors même du cadre des lois et du pouvoir, sera porté à se dépasser, à exceller, à vivre en paix et en harmonie. Si, à l'inverse, prédominent des anti-valeurs prônant la jouissance, la paresse, l'individualisme, le mensonge et la lâcheté, alors la société sera d'elle-même incitée à se laisser glisser sur la pente de la régression, de la violence et du désordre.

L'observation du passé confirme cette vérité immémoriale. Ainsi Rome a connu, lors des différentes phases de son histoire, cette loi permanente des sociétés humaines. Dans sa période d'expansion, la vertu romaine s'imposait avec une rigueur extrême et chaque citoyen s'efforçait de briller dans l'observation des préceptes qui en découlaient. A l'inverse, la décadence s'est accompagnée d'un relâchement général des mœurs et d'un dévoiement des vertus traditionnelles.

Les leviers de la renaissance

Pour nous, l'enjeu des valeurs se situe donc au cœur de la bataille politique. Car celles-ci ne concernent pas les seuls individus, mais bien la nation tout entière. Comment, en effet, établir une séparation entre l'ordre du politique, qui serait celui du collectif, et le domaine des valeurs, qui relèverait de la sphère du privé? Ces dernières ne sont pas l'apanage d'un choix exclusivement personnel et il n'existe pas de marché des valeurs où chacun sélectionnerait celles auxquelles il se réfère comme on choisit des produits dans un magasin. Une telle vision, relativiste et purement matérialiste, méconnaît complètement la réalité des sociétés humaines. Les valeurs ne peuvent être en effet que communes et partagées et, pour s'affirmer en tant que telles, elles doivent être reconnues.

Aussi le Mouvement national républicain conçoit-il le renouveau des valeurs comme un moyen de la renaissance de notre pays. Certes, il n'est pas question de verser ici dans le moralisme. Notre projet ne vise que le redressement de notre pays et, pour cela, s'appuie sur cet enseignement de l'histoire des civilisations : la renaissance d'un peuple passe par le renouveau de ses valeurs. Une civilisation repose sur une hiérarchie de normes et l'ordre qui en découle est d'autant mieux respecté qu'il se fonde sur des valeurs communément acceptées plutôt que sur des lois imposées par la contrainte. Le MNR veut donc user du levier des valeurs comme d'un outil politique mis au service du redressement national.

Certains objecteront que les valeurs ne se décrètent pas et que, si elles contribuent à pourvoir la nation d'une armature, elles en sont aussi le produit naturel. Il serait donc vain, selon eux, de vouloir redonner vie à des normes que le peuple a laissées dépérir. Sans doute, en effet, les valeurs sont-elles en partie déterminées par la société, mais ce serait une grave erreur de sous-estimer par ailleurs le rôle souverain du pouvoir en ce domaine. S'agissant des valeurs, la fonction des gouvernants est à nos yeux éminente. Car, dans la mesure où leur mission première consiste à assurer la continuité et le progrès de la communauté dont ils ont brigué la charge, il entre dans leurs responsabilités de défendre et de promouvoir les normes fondatrices de cette dernière.

Le combat pour les valeurs

Or, dans ce domaine, la classe politique fait preuve d'une totale impéritie. Non seulement elle se désintéresse superbement de cette question essentielle mais, plus grave, elle contribue concrètement à saper ce qu'elle a pour mission de défendre. Que ce soit sous couvert de libéralisme, de socialisme, de socialo-libéralisme ou de mondialisme, les gouvernements successifs ont, par laxisme ou par esprit doctrinal, implicitement ou délibérément œuvré à la destruction de nos valeurs traditionnelles.

Face à l'effondrement de la natalité et à la désagrégation des familles, la classe politique n'a réagi que par l'instauration du PACS, par l'idée du mariage homosexuel et de l'adoption des enfants par les couples gay. Face à la montée de la violence et de la délinquance, les dirigeants de notre pays ont été incapables de promouvoir les principes d'autorité ainsi que de respect des personnes et des biens et se préoccupent souvent davantage des coupables que des victimes. Lorsque la pornographie se développe aux yeux de tous et notamment des enfants, une partie de la classe politique ne trouve rien d'autre à faire que de participer à des défilés publics des plus douteux comme la Gay Pride.

Comment s'étonner de cette dérive lorsque la morale la plus élémentaire est bafouée par la montée de la corruption et que ceux qui devraient défendre les valeurs de notre pays les renient au point que le patriotisme se trouve aujourd'hui ignoré dans les discours publics et banni des programmes scolaires ?

Mais, paradoxalement, il y a peut-être, face à cette situation dramatique, des raisons d'être optimiste, car si l'abandon des valeurs qui ont façonné notre civilisation ne résulte pas seulement d'une dégénérescence propre à notre société, mais aussi et surtout d'actions néfastes commises par les responsables politiques, cela signifie, à l'inverse, qu'un gouvernement ayant retrouvé le sens de sa vraie mission pourra entreprendre avec succès un travail de réhabilitation systématique. Si l'effacement des valeurs n'est pas qu'un phénomène spontané et mécanique de décadence, ce qui a été consciemment détruit par certains pourra être rebâti par d'autres. C'est tout le sens du combat pour les valeurs qu'entend mener au pouvoir le Mouvement national républicain.

Un homme libre et responsable

Ce combat exige d'abord que l'action politique et l'exercice des responsabilités souveraines soient réenracinés dans des principes qui sont à la base de notre civilisation européenne et chrétienne. Rappelons que les dirigeants de notre pays, quels qu'ils soient et quels que soient leur étiquette et leur programme, sont tenus de par leurs fonctions de servir la France et le peuple français. Ils sont là pour rechercher le bien commun de notre nation et doivent se soumettre aux normes qui sont celles de notre civilisation.

Pour nous, l'action du pouvoir doit donc renouer avec la conception exigeante qui est celle de l'homme dans notre civilisation. Celle d'un être libre, responsable de lui-même et de ses actes, dont la vie et la dignité doivent être respectées de la conception à la mort naturelle. Celle d'une personne à part entière qui n'existe pas seulement par ses capacités et ses exigences physiques, mais qui est douée d'une dimension spirituelle. L'homme participe du sacré et ne peut donc pas plus se satisfaire du matérialisme prôné par le socialisme que de l'individualisme véhiculé par l'ultralibéralisme.

Des communautés naturelles et enracinées

L'homme par ailleurs n'existe pas seul, coupé de ses congénères. Il ne s'épanouit qu'enraciné dans des communautés naturelles et organiques, au premier rang desquelles figurent la famille et la nation, communauté des morts, des vivants et des générations à venir. La famille est essentielle pour l'homme européen, car elle est la cellule de base de notre civilisation où chacun prend conscience de l'espace et du temps, du bien et du mal et reçoit avec son éducation un premier legs de notre héritage commun. Quant à la nation, elle lui donne sa place dans l'histoire et dans le monde. Installée sur la terre de ses ancêtres, unie par une langue, une histoire et une culture, elle constitue une communauté de destin qui fait de ses membres les dépositaires d'un héritage exceptionnel. Héritage que nous avons le devoir de préserver et de faire fructifier pour le transmettre à nos descendants.

Aussi est-il vital de s'opposer aux entreprises mondialistes de dilution culturelle, de mélange migratoire et de démantèlement des nations et de défendre notre identité pour construire l'avenir dans la fidélité à notre civilisation.

Une civilisation d'ordre et de liberté

La liberté est une autre condition de l'épanouissement individuel et collectif car, sans liberté de penser, de s'exprimer et d'agir, il n'y a pas d'initiative ni de responsabilité pour les personnes et donc pas d'harmonie, de force ni de richesse pour les communautés. Aussi récusons-nous toutes les formes de totalitarisme. Celles qui sont connues comme telles dans l'histoire. Mais aussi celles, plus douces en apparence, du politiquement correct et de la pensée unique qui stérilisent l'esprit et entravent la recherche de la vérité. Comme celles, plus ordinaires et plus familières, qui asservissent les citoyens aux contraintes d'un État tentaculaire et omnipotent et réduisent les hommes à la condition d'assistés au mépris de leur dignité et de leur libre arbitre.

Pour autant, cette liberté ne doit pas être confondue avec le laxisme. Elle est en effet aux antipodes de la "libération" chère aux gauchistes qui rend chacun esclave de ses instincts. La liberté, la vraie, impose au contraire la maîtrise de soi et n'a de sens qu'assortie de devoirs et de règles. Car c'est l'anarchie qui tue la liberté quand l'ordre la préserve. Il n'est pas en effet de civilisation sans normes et sans modèles ni de communauté harmonieuse sans ordre, sans autorité et sans hiérarchie. Aussi le MNR veut-il rétablir la prééminence du politique sur l'économique, de l'intérêt général sur les intérêts particuliers, de la volonté du peuple sur les groupes de pression. La justice et la loi doivent s'imposer et ceux qui enfreignent les règles de civilisation doivent être sanctionnés par une peine proportionnelle à l'attachement que l'on porte aux valeurs qu'ils transgressent. Tels sont les grands principes que nous entendons rétablir au fondement de notre nation et sans lesquels aucune action de renaissance ne pourra se développer avec ampleur dans notre pays.

Fiers de notre histoire

Pour y parvenir, le MNR considère comme essentiel de réenraciner notre peuple dans son histoire. La conscience de notre passé constitue à cet égard une exigence primordiale, car elle permettra aux Français de renouer avec la fierté de ce qu'ils sont et à nos valeurs de retrouver leur légitimité et leur lustre. Ce nécessaire travail de mémoire n'est d'ailleurs contesté par personne dans son principe. Mais, curieusement, celui auquel s'attache nos élites vise exclusivement à culpabiliser les Français. Selon l'intelligentsia, notre peuple serait au fond mauvais, cupide, prédateur, voire tortionnaire. Durant la colonisation, n'a-t-il pas honteusement exploité et opprimé les populations soumises ? N'est-il pas de ce fait responsable de la misère du tiers monde ? N'est-ce pas lui qui s'est livré au trafic des esclaves ? Et si l'on remonte aux Croisades, n'a-t-il pas odieusement agressé le monde musulman ? Les malheureux Français, dont la plupart n'ont évidemment vécu aucun de ces événements, doivent subir à longueur d'année la commémoration de ces fautes ou prétendues fautes qui retombent sur leurs épaules. Que ce soit sous forme de films, d'émissions télévisées ou de célébrations officielles, nos compatriotes sont en permanence amenés à se couvrir la tête de cendres et à macérer dans ce que certains appellent maintenant les heures sombres de notre histoire.

Peu importe que les autres peuples du monde aient tous commis leur lot d'agressions et d'atrocités, peu importe que les Algériens du FLN se soient rendus coupables de terribles exactions, peu importe que l'esclavage ait été organisé avec le concours des tribus arabes et des chefs africains et qu'il soit encore pratiqué dans certains pays musulmans, peu importe, les coupables, ce sont les Européens et tout particulièrement les Français ! Ce sont eux que l'on désigne et que l'on cloue au pilori. Comme l'a écrit Max Gallo, « ce que veulent les procureurs, ceux qui font le procès de la France, c'est que la France s'agenouille, baisse la tête, avoue, fasse repentance, reconnaisse ses crimes, et, en robe de bure, se laisse couvrir d'insultes ».

Le MNR veut rompre avec ces errements. Il considère que, si rien ne doit être oublié, la mémoire doit porter principalement sur les périodes les plus belles et les plus valorisantes de notre passé, car, chacun le sait, les références historiques ont une fonction pédagogique. Comme l'écrivait Chateaubriand, "il ne faut présenter au monde que ce qui est beau, ce n'est pas mentir à Dieu que de ne découvrir de sa vie que ce qui peut porter nos pareils à des sentiments nobles et généreux". Ressasser les années les plus sombres c'est rabaisser notre pays, exalter les époques les plus éclatantes c'est pousser notre patrie à se dépasser. D'ailleurs, que dirait-on d'un homme qui ne se souviendrait, parmi ses ancêtres, que de celui qui a mal agi ? On s'interrogerait sur sa santé mentale et on rechercherait les causes pathologiques de cette obsession morbide. Sans aucun doute son médecin s'efforcerait de le déculpabiliser en l'invitant à privilégier le souvenir de ses origines les plus prestigieuses. C'est une démarche de ce type que préconise le MNR afin de lever le voile qui semble être tombé sur notre histoire.

Attachés à nos traditions

Notre peuple n'a d'avenir que s'il est enraciné dans son passé. Car nos valeurs ne sont pas seulement l'expression de principes intemporels, mais s'inscrivent dans l'acquis de notre civilisation et nous parviennent comme un héritage. Les traditions, qui sont le précieux produit de l'expérience des générations disparues, revêtent donc une grande importance pour notre pays. Elles constituent un trésor amassé au fil des siècles qu'il faut conserver. Croire que ce patrimoine spirituel nous serait définitivement accordé et qu'il se perpétuerait de lui-même alors que l'État resterait passif et indifférent serait une grave erreur. Au contraire, selon le MNR, les pouvoirs publics doivent agir pour assurer la pérennité de cet héritage en redonnant toute leur place à l'histoire et aux traditions dans la vie de notre cité.

Le devoir du souvenir

Nous voulons donc multiplier les occasions propices à ce travail de mémoire. C'est ainsi que de grandes manifestations publiques peuvent être consacrées à l'évocation d'événements importants de l'histoire de

notre nation et faire revivre les heures les plus belles des siècles écoulés, celles qui illustrent le mieux les vertus ancestrales de notre patrie. Ce n'est pas hélas ce qui se pratique aujourd'hui et il est particulièrement choquant que toutes les grandes célébrations organisées ces dernières années par les pouvoirs publics, qu'il s'agisse de la Coupe du monde de football ou du passage à l'an 2000, n'aient cherché qu'à exalter le mondialisme, dans une volonté affichée de déracinement. Plutôt que cette entreprise subversive, il aurait été possible, avec les mêmes moyens, de proposer des spectacles tout aussi impressionnants mais visant à magnifier les réussites de la nation française à travers les siècles, les découvertes, les conquêtes, les victoires, et également les grandes figures de notre patrie.

Aussi voulons-nous mettre les techniques de communication de masse au service de la valorisation de nos traditions et de notre passé. Pourquoi ne pas diffuser à la télévision de vastes fresques historiques? Pourquoi ne pas renouer avec des séries romancées plongeant dans l'histoire des siècles écoulés et qui remportent toujours auprès du public un large succès? Quant à l'école, elle doit privilégier l'enseignement de l'histoire, et tout particulièrement celle de notre pays, et leur réserver une place beaucoup plus importante dans les programmes scolaires. Car seule une approche chronologique des faits permettra aux générations futures de remonter aux sources de leur passé et de découvrir les origines et la légitimité des normes qui nous régissent.

L'impératif du sacré

Pour gagner le combat des valeurs, le Mouvement national républicain est par ailleurs partisan de favoriser le retour du sacré. Car, comme l'affirmait Pierre Chaunu, "aucune société ne peut faire l'économie du sacré". De même que les hommes tendent vers un but qui les dépasse, une civilisation a besoin de se donner un sens. Un sens que seul peut lui offrir ce souffle divin qui, transcendant le monde et les réalités matérielles, ordonne les choses, les êtres et les valeurs et leur confère une dimension et une légitimité sans lesquelles tout devient égal et inutile. Comment ne pas constater en effet que le matérialisme, en abolissant le sacré, détruit les valeurs et rabaisse l'individu plus sûrement encore que lorsque celui-ci se laisse dominer par ses instincts? Les peuples européens ont besoin de la terre mais aussi du ciel pour se doter d'un horizon et donc d'une perspective. Qu'on les prive de cette dimension spirituelle et ils dépérissent comme un prisonnier dans une cellule sans fenêtre. Toute entreprise de désacralisation représente donc pour notre pays une mutilation de nos valeurs.

Redonner sa place au christianisme

Or, aujourd'hui, nous assistons à un affaiblissement inquiétant du sacré dans toutes les sphères de la société, y compris dans celles qui paraissent pourtant les moins vulnérables. À commencer par les gouvernements, qui, toutes couleurs politiques confondues, ont facilité, voire encouragé cette évolution néfaste.

Par laxisme, ils ont trop souvent accepté de voir la religion chrétienne tournée en dérision alors qu'ils se déclarent choqués de toute mise en cause de l'islam. Selon une conception dévoyée de la laïcité, ils cherchent en effet à hisser la religion musulmane au niveau de la religion chrétienne sans comprendre que la laïcité, c'est la neutralité des pouvoirs publics, ce n'est pas de placer toutes les religions au même niveau. Car on ne peut pas traiter le christianisme qui a façonné notre civilisation pendant quinze siècles comme l'islam qui est marginalement présent sur notre sol depuis quelques décennies.

Que l'on soit croyant ou non, le christianisme est une composante de notre identité nationale et une facette de notre civilisation et cette réalité ne doit pas être occultée. Dans le respect de la laïcité républicaine, le christianisme doit donc conserver sa place particulière dans notre vie publique. Et si la liberté de culte doit être respectée, il n'est cependant pas question pour nous de laisser une religion étrangère comme l'islam prendre sur notre sol une importance qui provoquerait une rupture avec notre identité, nos traditions et nos valeurs.

Pour la noblesse du politique

Dans le domaine du politique également, le sacré est menacé et, là encore, la responsabilité en incombe essentiellement à l'établissement puisque, dans sa pratique de gouvernement, il s'est employé lui-même à désacraliser l'exercice souverain du pouvoir. Or, nous estimons que le gouvernement d'une nation ne se réduit pas, comme on le laisse entendre trop souvent, à une mission de gestion telle qu'on peut l'exercer dans le secteur privé. La France n'est pas une entreprise et les ministres, le Premier ministre, a fortiori le président de la République, incarnent dans l'exercice de leur fonction une réalité qui dépasse largement les actes techniques qu'ils peuvent accomplir quotidiennement. Responsables de la nation et de son destin, investis d'une charge, d'essence suprême, qui doit les conduire à transcender les contingences individuelles pour représenter les aspirations collectives de leur peuple, ils sont censés inscrire leur action dans l'histoire de notre pays. Or, les dirigeants actuels de la classe politique, ayant totalement perdu de vue ces impératifs, se sont au contraire employés à banaliser le politique et à dépouiller systématiquement leur fonction de tous les attributs qui faisaient le prestige du pouvoir. La mode est de ressembler à tout le monde, de se dévoiler sans pudeur sur les estrades et de se soumettre à toutes les exigences des médias. N'est-il pas en effet très choquant de voir des hommes politiques détenteurs d'une part de pouvoir se laisser aller à des comportements indignes et jouer les saltimbanques dans les médias?

Pour le prestige du pouvoir

Il est donc essentiel que les hommes politiques, spécialement ceux qui exercent des responsabilités souveraines, retrouvent la retenue et la distance qui correspondent à leur fonction. L'exercice du pouvoir doit de nouveau inspirer le respect aux citoyens, car, si ceux-ci ne retrouvent pas un sentiment d'estime pour leurs dirigeants, il n'y a plus de réel gouvernement possible. Comment en effet gouverner des citoyens qui n'ont plus que mépris pour leurs dirigeants? "Lorsque les peuples cessent de respecter, ils cessent d'obéir", disait Rivarol.

Le MNR est donc partisan de réhabiliter l'exercice souverain du pouvoir en lui rendant tout son prestige dans la forme et dans le fond. En ce sens, le protocole, le faste des manifestations publiques doivent être revus pour rendre à la fonction souveraine le lustre qui doit être le sien et le respect qu'elle doit inspirer. Ainsi, par exemple, l'entrée en fonction du président de la République et des assemblées parlementaires pourrait donner lieu à une cérémonie d'investiture publique et solennelle au cours de laquelle un serment serait prononcé devant la nation.

Bannir la corruption

Mais le prestige de l'exercice du pouvoir renaîtra réellement le jour où les responsables politiques auront retrouvé les chemins de la rigueur et de la vertu. Ceux qui dirigent doivent donner l'exemple. Ce qui implique que la corruption doit être impitoyablement bannie au sein de la classe politique. Sans doute, la nature humaine étant ce qu'elle est, notre pays comptera-t-il toujours des personnages publics indécents et malhonnêtes. Mais, dans une société saine, les moutons noirs sont exclus du troupeau et les coupables condamnés.

S'ils sont au contraire protégés par leurs pairs et soustraits aux rigueurs de la justice, tous deviennent leurs complices et c'est le système en son entier qui se trouve atteint dans sa légitimité. Se produit alors le scandale suprême : ceux qui font les lois et les appliquent aux autres, loin de montrer l'exemple, s'autorisent à les transgresser. Aussi voulons-nous que tous ceux qui se rendent coupables de tels agissements soient sanctionnés. Pour autant, la multiplication des contrôles et des règlements ne suffira pas à éliminer la corruption et à faire renaître la probité. L'assainissement des affaires publiques ne pourra en réalité s'opérer qu'avec la mise à l'écart d'une classe politique dévoyée et l'apparition d'une nouvelle élite dirigeante qui fera de l'intégrité une règle de vie.

Pour une morale civique

Dans cet esprit, le combat pour les valeurs préconisé par le MNR passe plus globalement par la réhabilitation de la morale civique. Certains beaux esprits ne manqueront pas de se montrer scandalisés par une telle perspective et chercheront à la discréditer en brandissant le spectre de l'ordre moral. Il n'est bien sûr pas question pour nous d'instaurer quoi que ce soit de tel, mais, sans verser dans le moralisme, il convient cependant qu'en ce domaine, la puissance publique fixe les bornes à ne pas dépasser. L'État n'a pas, comme on le dit trop souvent, à suivre l'évolution des mœurs et encore moins à la précéder dans la décadence. Il doit œuvrer au bien commun de la nation et, s'il lui faut en effet prendre en compte des changements de comportement au sein de la société, nous voulons qu'il le fasse sans porter atteinte aux vertus qui en constituent les fondements et qu'il combatte résolument les évolutions néfastes qui les mettent en cause.

Par ailleurs, il doit mieux assurer la promotion des règles de morale civique au sein de la société. Ainsi, par exemple, le MNR veut-il rétablir à l'école les cours de morale, car la démocratie, plus que tout autre régime, ne peut se passer de vertus civiques. N'en déplaise aux sceptiques et aux avant-gardistes de tout poil, il est nécessaire d'enseigner aux jeunes enfants des notions simples mais essentielles telles que l'honnêteté, le respect d'autrui, la famille, les valeurs patriotiques, le sens du devoir. La Fontaine, reviens !

Enfin, le combat du MNR pour les valeurs implique le retour des vertus ancestrales qui ont modelé notre civilisation.

Le dépassement de soi

La première d'entre elles est celle du dépassement de soi, du combat, de l'émulation, celle qui incite à la découverte, celle qui conduit à repousser ses propres limites et à mettre en pratique la formule de Bernanos : "On ne subit pas l'avenir, on le fait." Une valeur exigeante qui a permis à nos ancêtres européens d'acquérir toujours plus de connaissances et de découvrir la planète entière. Une vertu qui a fait de notre monde européen la plus grande civilisation que la terre ait connue. Or, cette qualité d'essence prométhéenne se trouve aujourd'hui étouffée dans un monde égalitaire et irresponsable, où les pratiques d'assistance et l'infantilisation s'imposent à tous. Nous voulons donc insuffler à nouveau à la société ce goût de la conquête et de l'entreprise, ce sens de l'émulation et de la lutte. Pour ce faire, le MNR propose que les pouvoirs publics fixent dans tous les domaines des objectifs ambitieux pour que soient exaltés sans complexe les succès et les victoires et que soient récompensés au grand jour les exploits, le mérite et le talent. Admises dans le sport, la compétition et la sélection doivent être rétablies dans l'enseignement, dans les arts, l'administration et la vie professionnelle. Une nation, comme un organisme vivant, est soumise à la compétition et à la sélection. Si nous refusons de régresser, nous devons accepter l'émulation et la lutte.

Les devoirs autant que les droits

Pour recréer cette dynamique de civilisation, il faudra renouer avec les vertus traditionnelles. L'honneur, le courage, le dévouement, le sens du sacrifice et de la fraternité, le respect de la famille, le patriotisme, le civisme, le goût du travail bien fait. Nous voulons que toutes ces valeurs retrouvent en France une place éminente dans la hiérarchie des références sociales, en commençant par celle de l'État et des pouvoirs publics. Sur ce point, la notion de droit, universellement revendiquée, doit elle aussi reprendre sa juste place, qui n'est pas toute la place. Il n'est de droits pour un membre de la communauté nationale qu'assortis de devoirs envers la nation. Pour rétablir ce juste équilibre, le MNR préconise donc de développer largement le sens des responsabilités et de remettre partout en usage des mécanismes sociaux qui placent de nouveau les hommes face à leurs devoirs.

Ressourcer la nation

Ainsi les valeurs qui ont fait la force et la grandeur de notre civilisation pourront-elles reprendre en France toute leur vigueur. Cette vigueur qui a tant contribué au rayonnement de notre peuple et de notre nation. Aujourd'hui, c'est donc dans les fondements de notre civilisation que la communauté nationale doit se ressourcer. C'est là qu'elle retrouvera le génie de notre peuple et puisera l'énergie nécessaire pour s'en montrer digne. Ainsi commence la renaissance d'une nation.

Halte au feu ! Par Denis Tillinac le 26/01/2012 vu dans : Valeurs Actuelles

Encore trois mois à tirer et déjà un sentiment de lassitude. Je rêve d'une semaine sans voir apparaître sur écran ou papier la tronche des candidats, qu'ils soient déclarés, éventuels ou improbables. Juste une semaine sans ces trouvailles lourdingues de communicants, distillées jour après jour aux seules fins de "reprise".

Juste une semaine sans cette grêle de sondages et ces commentaires répétitifs sur les chances de Bayrou et de Marine Le Pen d'atteindre le second tour. On sait tout sur les ficelles des positionnements, la fabrication des "images", les combines tactiques, les goûts et couleurs, les épouses ou compagnes, les "entourages" et même les chevaux. Presque tout sur les programmes, dont on se fiche, sachant que grâce au ciel ils ne seront pas appliqués. Les promesses d'argent, quel naïf peut y croire ? L'État est fauché comme les blés en été, les collectivités locales sont dans le rouge et les vrais gros contribuables – entreprises ou particuliers – ont déjà pris leurs précautions. Que Mélenchon traite Marine Le Pen de « *semi-démente* », est-ce important ? Que Hollande se décrète ennemi juré du « *monde de la finance* », ce diable à mille fourches, est-ce bien nouveau dans le pathos d'un socialiste ?

On a tous compris depuis belle lurette que Mélenchon drague le prolo lepéniste et que Hollande a besoin de réveiller le fantôme d'un « *peuple de gauche* ». On sait tous que Bayrou se veut transfrontalier puisqu'il n'a pas de troupes, et que Joly nous vend du moralisme en gros, c'est son négoce. On sait aussi que comme ses prédécesseurs, Sarkozy sera le plus longtemps possible candidat sans l'être. Jamais une campagne présidentielle ne m'a donné à ce point une impression de trucages grossiers : on croit voir des acteurs répéter en *off* des tours de magie auxquels plus personne ne se laisse prendre, hors l'engance militante. Pourtant, nous abordons un moment historique assez crucial, qui promet des chambardements et mériterait qu'on s'y appesantisse. Justement, il semble que ce moment, les politiques le prennent par les bouts les plus usés des lorgnettes de la démagogie. Le monde à venir nous plonge dans une perplexité qu'aggrave leur cécité. Ce qu'ils ressassent en boucle, chacun dans son patois partisan, nous écœure jusqu'à la nausée, c'est du racolage au ras des pâquerettes alimenté par un souteneur sans vertu : le système médiatique.

Après l'hiver, le printemps – et je m'enfièvre toujours à l'approche des fins de cham-pionnats, foot et rugby. Quand on connaîtra les candidats, quand ad-viendra l'équivalent des demi-finales, je renouerai sans doute avec la passion sportive. Pour l'heure, qu'il s'agisse de ballons ou de bateleurs, il y a saturation, une cure de désintoxication s'impose. Relisons à l'abri du bruitage les historiens majeurs, ils nous déniaiseront, ils éclaireront nos lanternes. Car aucune rupture mentale, morale, économique et géopolitique n'est comparable à celle que nous vivons *hic et nunc*, sinon le passage de la cueillette à l'agriculture, autant dire l'entrée de l'homme dans l'Histoire par la porte des premiers alphabets, des premières cités, des premières sépultures. À cette aune, les considérants de ce début de cam-pagne ne pèsent vraiment pas lourd. **Anne Sinclair fait savoir qu'elle a repris un job. C'est son droit.** Des médias relayent urbi et orbi cette "information" des plus anodines. C'est leur conception du journalisme. Il n'y aurait pas lieu d'y prêter attention si la même Anne Sinclair ne se déclarait victime de la « *violence* » des mêmes médias. Que le battage consécutif aux tracas parajudiciaires de son mari l'ait incommodée, on le conçoit volontiers. Mais la mise en scène à l'artillerie médiatique lourde de sa précandidature jusque dans sa cuisine ne l'avait pas offusquée en son temps. Anne Sinclair s'est sciemment construite en star au long de son ascension professionnelle, puis mon-daine et somme toute politique. C'était son droit.

La gent journalistique se prêtait à cette entreprise avec une certaine complaisance. Anne Sinclair est assez "pro" pour ne pas ignorer qu'une star en déclin ou en déroute affriole forcément ses anciens confrères. Nulle « *vio-lence* » donc, juste une histoire de miroirs brisés à l'intérieur d'un cercle où les rôles s'échangent au gré des caprices du sort.

Denis Tillinac

Liste des élus PS et de Gauche condamnés source pierre.parrillo.over-blog

Une liste probablement non complète d'élus de gauche, PS, PCF, EELV et j'en passe mis en cause, mis en examens ou condamnés.

Cet article se veut avant tout être une réponse à un autre article, mensonger celui là, contenant une liste d'élus de droite condamnés. Malheureusement pour l'auteur de cette liste et pour tous ceux qui la diffusent, elle est fausse. Des élus PS y sont ajoutés, auquel il est attribué l'étiquette UMP dans le but de gonfler artificiellement le contenu d'un article creux et vide de sens.

Vous avez la possibilité de compléter cette liste soit grâce aux commentaires en bas de cet article ou en m'écrivant de manière totalement anonyme en [cliquant sur ce lien](#) en prenant le soin de joindre un lien attestant la véracité de l'information.

Il est des élus pour lesquels les condamnations et mises en causes sont multiples mais j'ai globalement fait le choix de n'en retenir qu'une ou deux sans raison particulière.

Alain Belviso (PCF):

Ex Président de l'Agglo d'Aubagne, mis en examen en 2010 dans le cadre de l'Affaire Alexandre Guérini mais également dans le cadre d'une affaire de faux en écriture privées et usages de faux.

Alain Rist (Vert):

Ex Vice Président de Conseil Régional d'IDF condamné en 2006 pour être allé sur des sites pédophiles et avoir téléchargé des images à caractère pédophile.

Anne Hidalgo (PS):

Actuelle adjointe au Maire de Paris condamnée en 2012 à 40 000 € d'amende pour infraction à la législation sur la durée du travail.

Arnaud Montebourg (PS):

Actuel Député, mis en cause en 2010 pour diffamation.

Bernard Granier (PS):

Elu d'une intercommunalité condamné en 2011 pour corruption.

Bernard Tapie (Divers Gauche):

Homme d'affaire, ex Ministre sous Mitterrand, condamné en 1996 pour corruption et subordination de témoin.

Bertrand Delanöe (PS):

Actuel Maire de Paris condamné en 2010 pour atteinte au droit du travail.

Catherine Trautmann (PS):

Ex Ministre sous Jospin, condamnée en 1999 pour diffamation.

Christian Bourquin (affilié PS):

Président de Région Languedoc Roussillon, successeur de Georges Frêche, condamné en 2012 pour délit de favoritisme.

Christian Cuvilliez (PCF):

Ex Député et actuel Conseiller Municipal de Dieppe condamné en 2000 puis confirmé en 2004 pour détournement de fonds publics et recel et une seconde fois en 2001 pour diffamation.

Claude Pradille (PS):

Ex Sénateur, condamné en 1995 pour corruption.

Dominique Plancke (EELV):

Actuel Conseiller Régional, condamné en 2006 pour le fauchage d'OGM.

DSK (PS):

En 2011, beaucoup de bruits pour rien?

Edmond Hervé (PS):

Actuel Sénateur, condamné en 1999 pour manquement à une obligation de sécurité dans l'affaire du sang contaminé.

Elie Pigmal (PS):

Ancien Maire PS de Saint Estève, condamné en 2012 pour délit de favoritisme.

Elisabeth Guigou (PS):

Elue de Seine Saint Denis, non condamnée mais accusée de diffamation.

Eva Joly (EELV):

Condamnée en 2011 pour diffamation à l'encontre de David Douillet.

François Bernardini (ex/de nouveau? PS):

Maire d'Istres condamné en 2001 pour ingérence, détournement de fonds publics, abus de confiance et abus de biens sociaux.

François Hollande (PS) :

Actuel candidat à l'élection Présidentielle non condamné mais entendu par la Justice dans une affaire DSK en 2011.

François Mitterrand (PS):

Ex Président de la République de 1981 à 1995, mis en cause dans un bon nombre d'affaires avant et après sa mort. (écoutes de l'Elysée, Attentat de la Rue de l'Observatoire, Financement du PS - Affaire Urba, France Afrique, Nuage de Tchernobyl, Attentat du Rainbow Warrior, Mort de Pierre Bérégovoy, Fille Cachée entretenue aux frais de la république, etc)

François Xavier Bordeaux (PS):

Ancien dirigeant du PS bordelais condamné en 2011 pour abus de faiblesse

Gabriel Conh Bendit (Verts):

Frère de Dany Le Rouge, condamné en 2005 pour diffamation.

Gérard Monate (syndicaliste):

Condamné dans l'affaire Urba.

Gérard Piel (PCF):

Conseiller Municipal d'Antibes condamné en 2011 pour outrage envers un huissier.

Guy Roueyre (PCF):

Ex Conseiller Régional démissionnaire, condamné en 2011 pour agressions sexuelles.

Harlem Desir (PS):

Actuel Député Européen condamné en 1998 pour recel d'abus de confiance.

Henri Emmanuelli (PS):

Ex Ministre sous les Gouvernements Mauroy et Fabius, actuel Président du Conseil Général des Landes, condamné en 1997 pour trafic d'influence.

Jack Lang (PS):

Député du Pas de Calais condamné en 2011 pour rupture de contrat.

Jack Mellick (PS):

Actuel Député et Maire de Béthune dans le Pas de Calais, condamné en 1997 dans l'affaire OM-VA pour faux témoignage.

Jacques Mahéas (PS ou apparenté):

Ex Sénateur et Maire de Neuilly Sur Marne en Seine Saint Denis condamné pour agression sexuelle.

Jeanine Ecochard (PS):

Actuelle Vice Présidente du Conseil Général des Bouches-Du-Rhône, condamnée en 1998 dans l'affaire Urba(financement occulte du PS).

Jean-Christophe Cambadélis (PS) :

Député, condamné en 2006 pour l'affaire de la MNEF.

Jean-Christophe Mitterrand:

Fils de François Mitterrand, ex conseiller de son père à l'Elysée pour les affaires africaines, condamné en 2009 pour recel d'abus de bien sociaux.

Jean-François Noyes (PS):

Conseiller Général des Bouches-Du-Rhône, mis en examen en 2012 dans le cadre de l'Affaire Guérini pour association de malfaiteurs en vue de trafic d'influence et recel de trafic d'influence.

Jean-Marc Ayrault (PS):

Actuel Député, condamné en 1997 pour délit de favoritisme.

Jean-Marie Le Chevallier (PS):

Actuel Député, condamné en 2003 pour subordination de témoin.

Jean-Marie Le Guen (PS):

Actuel Député, mis en examen dans l'affaire de la MNEF bénéficiant d'un non lieu.

Jean-Michel Baylet (PRG):

Actuel Sénateur du Tarn et Garonne condamné en 2003 pour abus de biens sociaux.

Jean-Noel Guérini (PS):

Actuel Sénateur des Bouches du Rhône, mis en examen en 2011 pour prise illégale d'intérêt et trafic d'influence.

Jean-Paul Huchon (PS):

Actuel Président de Région IDF, condamné en 2007 pour prise illégale d'intérêt et en 2011 par le Conseil d'Etat.

Jean-Pierre Balduyck (PS):

Actuel Député du Nord, condamné en 2005 pour favoritisme a fait appel de sa condamnation.

Jean-Pierre Destrade (PS):

Ex élu et Porte Parole du PS condamné en 2005 pour escroquerie et trafic d'influence.

Jean-Pierre Kucheida (PS):

Actuel Député du Pas de Calais, mis en cause en 2011 dans une affaire de corruption peut être de grand ampleur au sein de la Fédération PS du Pas De Calais.

Jean-Pierre Maggi (PS):

Maire de Velaux, mis en examen en 2010 pour délit de favoritisme mais finalement relaxé en janvier 2012.

José Bové (EELV):

Actuel Député Européen, condamné en 2006 pour le fauchage d'OGM.

Julien Dray (PS):

Député et Conseiller Régional IDF non condamné mais qui a fait l'objet d'un rappel à la loi en 2009.

Khadija Aram (ex PS):

Ancienne élue municipale condamnée en 2011 pour trafic d'influence et abus de confiance.

Laurent Fabius (PS):

Ex 1er Ministre sous Mitterrand, mis en cause dans l'affaire du sang contaminé puis relaxé.

Laroussi Oueslati (PRG):

Mise en examen en 2010 pour trafic de faux diplômes.

Line Cohen Solal (PS):

Actuelle adjointe au Maire de Paris, condamnée en 2011 dans la même affaire que celle touchant Pierre Mauroy.

Malek Boutih (PS ou ex PS):

Ancien candidat aux Législatives en 2007, condamné en 2006 pour diffamation.

Maxime Gremetz (ex PCF désormais sans étiquette):

Ex Député de la Somme, condamné en 2000 pour violence avec arme en ayant forcé un barrage de police, licenciement abusif, etc...

Michel Dary (PRG):

Ex député Européen, mis en cause en 2010 pour recel d'abus de confiance suivi d'un non lieu prononcé en sa faveur.

Michel Delebarre (PS):

Ancien Ministre sous Mitterrand, condamné en 2005 dans l'Affaire des Ecoutes Téléphoniques.

Michel Laignel (PS):

Condamné en 2006 pour faux, usage de faux, délit de favoritisme, prise illégale d'intérêt, et détournement de fond.

Michel Pezet (PS):

Ancien Député des Bouches-Du-Rhône, et actuel Conseiller Général du même département, condamné en 1998 pour recel de fonds utilisés [pour un financement politique] en dehors de tout enrichissement personnel.

Michel Tonon (PS):

Maire de Salon de Provence, mis en examen en 2010 pour délit de favoritisme mais finalement relaxé en janvier 2012.

Mohamed Abdi (PS):

Condamné en 2007 pour escroquerie.

Monique Delessard (PS):

Actuelle Maire de Pontault-Combaut en 2010 pour mariage illégal.

Noel Mamère (Ecologiste):

Condamné en 2000 pour diffamation.

Olivier Besancenot (NPA):

Ex candidat à la présidentielle, condamné en 2011 pour séquestration.

Olivier Spithakis (???) :

Pas d'information sur son statut actuel mais (ex?) membre du PS condamné en 2005 dans l'affaire de la MNEF.

Patrick Sève (PS):

Maire de L'Hay-Les-Roses mis en examen en 2011 pour octroi inusité de marchés publics et soustraction de fonds publics.

Pascal Buchet (PS):

Maire PS de Fontenay Aux Roses condamné en 1ère instance en 2011 pour harcèlement moral après le suicide d'une de ses collaboratrice.

Philippe Kaltenbach (PS):

Maire PS de Clamart dans la tourmente en 2012 suite à l'apparition de 2 vidéos pour lesquelles il plane des soupçons de corruption.

Philippe Sanmarco (PS):

Ancien Député Socialiste des Bouches-Du-Rhône, condamné en 1997 pour complicité de trafic d'influence dans l'affaire du financement occulte du PS, l'Affaire Urba.

Pierre Mauroy (PS):

Ex 1er Ministre sous Mitterrand et ex Maire de Lille condamné en 2011 pour emploi fictif.

Pierre Moscovici (PS):

Actuel député, condamné en 2001 pour atteinte au droit à l'image.

René Teulade (PS):

Ministre des Affaires sociales sous François Mitterrand (1992-1993), actuel Sénateur de Corrèze, condamné en juin 2011 pour abus de confiance.

Robert Gaïa (PS):

Député du Var condamné en 2002 pour favoritisme.

Robert Hue (ex PCF devenu MUP):

Ex candidat du PCF à la Présidentielle de 1995 et 2002, mise en cause puis relaxé pour un problème de procédure dans le procès de financement du PCF en 2001.

Robert Navarro (ex PS):

Sénateur et ancien Président de la Fédération Socialiste de l'Hérault, mais également proche de François Hollande, soupçonné d'abus de confiance en 2012.

Roland Dumas (PS):

Ex Ministre des Affaires Etrangères de François Mitterrand mis en cause dans l'affaire qui porte son nom.

Ségolène Royal (PS):

Présidente de Région Poitou Charente et ex Ministre sous Mitterrand, condamnée en 2008 pour licenciements abusifs.

Serge Andréoni (PS):

Actuel Sénateur Maire mis en examen en 2011 pour complicité de trafic d'influence dans le cas de l'affaire Guérini.

Sylvie Andrieux (PS):

Actuelle Députée des Bouches-Du-Rhône, mise en examen en 2010 pour complicité de tentative d'escroquerie et de détournements de fonds publics dans l'affaire du financement présumés à hauteur de 700 000 € d'associations présumées fictives.

Yacine Chaouat (PS):

Actuel adjoint au Maire du 19ème Arrondissement chargé de la médiation et condamné en 2011 en appel pour violences conjugales.

Cet article ne fait certes pas avancer la cause politique mais il permet de porter à la connaissance de tout le monde une réalité pourtant évidente: les pseudos moralisateurs de la classe politique française sont bien loin d'être irréprochables et feraient mieux d'aller s'aventurer sur un autre terrain, au risque de voir le piège se refermer sur eux mêmes!

SARKOSY CONFIANT !



Le Parisien rapporte sur son site internet que Nicolas Sarkozy a confié mercredi à des députés UMP qu'il pensait que le candidat socialiste François Hollande ne pouvait pas gagner. "Les socialistes ne peuvent pas gagner avec ce programme. (François Hollande) a tiré toutes ses cartouches, sa déclaration de candidature, son premier meeting, son projet, sa grande émission. Qu'est-ce qu'il lui reste ?", a dit Nicolas Sarkozy à ses hôtes, selon Le Parisien. /Photo prise le 31 janvier 2012/REUTERS/Philippe Wojazer

• **Franck Ribéry a ouvert son bar à Boulogne-sur-Mer** source la Voix du Nord

Franck Ribéry et son épouse Wahiba viennent d'ouvrir un bar lounge à Boulogne. Le joueur du Bayern de Munich souhaitait investir dans sa ville natale depuis longtemps. Après de gros travaux, un ancien commerce de la rue Nationale est devenu « O'Shahiz », la contraction des prénoms de leurs deux filles Shahinez et Hizya. « *Je souhaitais un concept différent de ce que l'on trouve habituellement* », nous a déclaré hier l'international français. Dans les lieux, **uniquement des boissons sans alcool** et la possibilité d'y fumer la chicha à base de tabac et d'arômes.

2010/2011 : la hausse de l'immigration se poursuit

06.02.2012 source Observatoire de l'Islamisation

(11 avril 2007 à Villepinte (ville UMP) Nicolas Sarkozy assiste à une "cérémonie d'entrée dans la nationalité française"...porter le voile semble faciliter la chose)

Immigration : toujours plus d'entrées. Comme chaque année le gouvernement vient de publier le rapport au Parlement sur « [Les orientations de la politique de l'immigration et de l'intégration](#) ». C'est un recueil de chiffres officiels, donc imparfaits, politiquement correct oblige, mais précieux. Il porte sur 2010 et confirme les études antérieures présentées par Polémia.

1-Les flux migratoires continuent officiellement de s'amplifier

En 2010, 188.387 premiers titres de séjour ont été attribués en France métropolitaine. Cela donne une idée, par défaut, des entrées. En effet, ce chiffre ne prend en compte :

- ni les ressortissants de l'Union européenne (y compris les nouveaux pays)
- ni les mineurs bénéficiant du titre de séjour de leurs parents (plusieurs dizaines de milliers) ;
- ni les demandeurs du statut de réfugié politique (de l'ordre de 50.000) ;
- ni les entrants officiels outre-mer ;
- ni, bien sûr, les clandestins.

Néanmoins, ce chiffre est en augmentation d'année en année, de 2010 sur 2009, de 2009 sur 2008, de 2008 sur 2007 : pour les quatre premières années du quinquennat de Nicolas Sarkozy, en 2010 par rapport à 2007, cela représente une hausse de 10% du nombre de nouveaux titres de séjour délivrés.

2-Augmentation de 54% pour les entrées professionnelles malgré un taux de chômage de 10%

3-Augmentation de 28% pour les entrées d'étudiants

4-Les régularisations se sont élevées à 32.810 en 2010

5-Les naturalisations ont augmenté de 16% depuis 2007 , 116 496 étrangers devenus "français" en 2011 !

Opter pour le cumul emploi-retraite, c'est faire le choix de la sécurité

Source : Capital.fr

Depuis 2009, les assurés peuvent, dans la majorité des régimes de retraite, continuer à percevoir leurs pensions quand ils reprennent une activité dépendant du même régime, sans aucune contrainte s'ils répondent aux conditions suivantes : · avoir atteint l'âge légal et totaliser le nombre de trimestres requis pour l'obtention du taux plein, ou avoir l'âge du taux plein (entre 65 et 67 ans selon l'année de naissance) sans condition de trimestre ; · avoir liquidé l'ensemble de leurs droits à la retraite (régime de base et complémentaires), français et étranger.

Le cumul emploi retraite a toutefois un inconvénient : les cotisations en phase de cumul ne génèrent plus de droits à la retraite. Alors que si l'on continue à travailler au-delà de l'âge légal, on engrange des droits supplémentaires, y compris grâce à la surcote. Un élément à prendre en compte lorsque vous comparerez l'intérêt financier du cumul emploi-retraite à celui de la surcote. Le cumul emploi-retraite présente aussi un avantage indéniable : la sécurité. En liquidant ses droits à la retraite, l'assuré est certain de ne pas subir les prochaines réformes qui viendraient amputer ses droits : baisse de rentabilité des régimes, non reconduction de l'accord AGFF (donc perte sur les régimes complémentaires), changement des règles du cumul emploi-retraite, modification de fiscalité... les menaces sont nombreuses. Pour les éviter, une seule solution : opter immédiatement pour le cumul emploi-retraite.

Quotient familial :

Le mauvais coup des socialistes à la famille Fabrice Madouas le 19/01/2012 vu dans Valeurs Actuelles

Une fois encore, le PS considère la famille comme une variable d'ajustement de sa politique fiscale. Notre sondage fait le point auprès des électeurs de droite.

Quelle politique familiale le PS mènerait-il si son candidat l'emportait au mois de mai ? La confusion règne, à gauche, après les déclarations embrouillées de François Hollande et de ses plus proches lieutenants, la semaine dernière, sur la réforme – ou la suppression – du quotient familial.

Le 9 janvier, Michel Sapin, responsable du programme de François Hollande, évoquait sa suppression, jugeant anormal « qu'un enfant de riche apporte une baisse d'impôt beaucoup plus importante qu'un enfant de pauvre ». Propos confirmé le jour même par le numéro deux du PS, Harlem Désir et, le lendemain, par Manuel Valls, chargé de la communication du candidat socialiste. Rien d'étonnant à cela : la suppression du quotient familial figure parmi les propositions de la fondation Terra. Le quotient familial est en effet l'un des éléments clés de la politique mise en oeuvre après la Libération. Sa raison d'être n'est pas de rétablir un semblant d'égalité entre ménages aisés et ménages pauvres (cela, c'est le but de l'impôt sur le revenu) mais de rétablir un semblant d'équilibre entre deux ménages dont les revenus sont comparables mais dont le premier a plusieurs enfants alors que le second n'en a pas ou peu.

Pourquoi ? parce que le niveau de vie d'une famille diminue avec le nombre de "bouches à nourrir" ! En d'autres termes, la politique familiale veille à compenser les charges liées à l'éducation des enfants – ce qui soutient la natalité, nécessaire au dynamisme économique.



« Le quotient familial obéit exactement au principe mathématique suivant : à niveau de vie égal, taux d'imposition égal. Cette formule est le corollaire de la progressivité de l'impôt sur le revenu », explique le Pr Jacques Bichot, de l'Union des familles en Europe. Et de citer le démographe Alfred Sauvy, qui en décrivait la logique après guerre : « La progressivité du taux se justifie parce que le superflu peut, par définition, être réduit dans une proportion plus forte que le nécessaire. Un célibataire qui gagne 150 000 francs par an a un niveau de vie supérieur à un père de quatre enfants ayant le même revenu. Les imposer également serait frapper également la partie de plaisir du premier et la viande, voire le pain du second. » C'est précisément ce que voudrait faire François Hollande. **Fabrice Madouas**

Pour voir l'article complet cliquez sur : <http://www.valeursactuelles.com/actualités/politique/mauvais-coup-des-socialistes-à-famille20120119.html>

93 : la police à l'assaut des trafics **Fabrice Madouas**, 26/01/2012 vu dans Valeurs Actuelles

“Pour les dealers aussi, c’est un peu la crise.” Reportage dans le “9-3”, où les policiers multiplient les opérations contre les réseaux.

Achtena ! Le cri a retenti dans la nuit, répété de proche en proche par les jeunes encapuchonnés qui font le “chouf” dans l’avenue : ils viennent de repérer le fourgon de police qui roule à vive allure vers l’une des cités de Saint-Ouen. Faire le “chouf”, c’est guetter. Pour prévenir les vendeurs d’herbe ou de shit que les bleus s’apprêtent à débarquer. “Achtena.” « Ça veut dire “attention” ou “fais gaffe” en arabe », précise un policier. On ne l’entend qu’à Saint-Ouen. « Ailleurs, quand ils nous voient arriver, ils crient : “Pu ! Pu !” Parce que pour eux, la police, ça pue. »



Malgré leur surveillance, les guetteurs n’ont pas repéré les voitures banalisées qui précédaient le fourgon. Cité Émile-Cordon, les policiers ont surpris l’un des dealers. Jeune : 16 ou 17 ans. Où est la drogue ? Une chienne saute d’un véhicule et flaire aussitôt plusieurs barrettes de résine de cannabis dissimulées dans une niche du mur. La procédure est bien rodée : « Des hommes en civil pour faire un flag, des policiers en tenue pour assurer la visibilité de l’opération et ratisser le quartier. » C’est net et carré.

Vingt à trente hommes sont présents ce soir-là : la brigade anticriminalité (Bac) de Saint-Ouen, la brigade spécialisée de terrain (BST), des policiers du commissariat local et les CRS, qui resteront sur place après le départ des autres : « La nuit sera calme », conclut le préfet de Seine-Saint-Denis, Christian Lambert.

Silhouette massive, gestes comptés et méthodiques, le policier qu’il est resté participe régulièrement à ces opérations, devenues banales. À ses côtés ce soir-là, le directeur territorial de la sécurité de proximité du 93, Serge Castello. Des hommes de terrain.

« La répétition de ces opérations finit par déstabiliser les trafics. Elle redonne confiance aux habitants et permet d’obtenir des informations, explique le préfet. Ce n’est pas très spectaculaire, mais c’est payant. » (Lire notre entretien dans "Valeurs actuelles") Le dealer est menotté, d’autres – “bien connus des services de police” – seront interpellés grâce à un renseignement. Ce n’était pas évident. Les trafiquants ont bien choisi leur point de deal : une placette entourée d’immeubles hauts de dix à douze étages et percés de porches. Il suffit de quelques guetteurs pour contrôler les mouvements alentour. Dans la rue, de jeunes rabatteurs à scooter complètent habituellement le dispositif pour guider les clients vers le vendeur.

« Saint-Ouen, c’est spécial, résume un policier. La proximité de Paris et la densité des transports urbains favorisent les trafics. Et les architectes se sont fait plaisir : beaucoup de coursives et de recoins. L’accès aux points de deal est souvent compliqué. » Émile-Cordon, située tout près de la mairie, a longtemps été l’un des hauts lieux du trafic en Seine-Saint-Denis. La configuration du quartier rend les opérations difficiles : « Il y a quelques mois, nous n’aurions pas pu rester au centre de la place : des projectiles divers pleuvaient sur nos hommes du haut des étages », souligne le préfet.

Comme un commerçant sur le seuil de sa boutique...

Scrash ! Il n'a pas fini sa phrase qu'un récipient en verre s'écrase au pied d'un homme de la BST. « *Ça vient d'où ?* » Impossible de le savoir : il fait noir dans cette cité mal éclairée. Les policiers se sont plaqués contre le mur, à l'abri d'autres projectiles. Dès son arrivée, Christian Lambert a obtenu qu'un hélicoptère survole les quartiers. L'engin a repéré sur les toits des stocks de parpaings et d'objets divers dont les voyous bombardaient les policiers. « *On a nettoyé tout ça.* » Plus rien ne tombera ce soir-là des balcons de la cité Cordon.

Retour aux véhicules. Cap sur la cité Dalhenne. « *Un point de deal qu'on a fait à plusieurs reprises* », précise Serge Castello. Autre ambiance. Dans le hall d'un immeuble violemment éclairé par un néon, les policiers interrogent un homme barbu, en survêtement. Assis sur une chaise pliante au pied de la cage d'escalier, il tuait le temps en tapotant sur son iPad, comme le ferait un honnête commerçant sur le seuil de sa boutique.

« *Le chouf, c'est un travail posté...* », explique un policier. Mais la fouille ne donne rien, ni l'inspection méticuleuse des boîtes à lettres et de l'ascenseur : pas de barrettes, ni de pochons d'herbe.

Rien non plus sous les paillassons. « *Ils préfèrent "servir" dans les étages, ils y ont des appartements de repli.* » Impossible de forcer les portes. « *Il faudrait pouvoir faire un flagrant délit pour perquisitionner.* » En revanche, les obstacles destinés à retarder les policiers (verrous posés sur les portes des halls d'entrée, barricades dans les escaliers) sont systématiquement supprimés.

Place du 8-mai-1945, les policiers auront plus de succès. Quelques grammes d'herbe sur un consommateur, dont ils prennent soigneusement le signalement. « *Parce qu'on retrouve souvent les usagers dans d'autres affaires, surtout des cambriolages* » : il leur faut de quoi payer leurs doses. Deux guetteurs seront rapidement relâchés : "chouffer" n'est pas un délit même si les guetteurs, en alertant les dealers, protègent leur commerce illicite. Le "8-mai-45" est un point de deal que les policiers ont pilonné pendant plusieurs mois. Il a fallu conduire une dizaine d'opérations lourdes pour désorganiser le trafic : « *Dans le quartier immédiat, treize mecs sont au ballon.* »

L'action de l'État en Seine-Saint-Denis ne se résume évidemment pas à la lutte contre la drogue. Le département compte 1,6 million d'habitants. Les deux tiers sont étrangers ou d'origine étrangère. Beaucoup est fait dans les domaines de l'emploi, de l'éducation et de la cohésion sociale. En remodelant l'aspect des quartiers sensibles, les opérations de rénovation urbaine contribuent à la sécurité. Les violences urbaines ont diminué : moins de caillassages, moins d'embuscades tendues aux pompiers et aux policiers. La mort accidentelle d'un jeune homme cardiaque lors d'une intervention à Aulnay-sous-Bois, le 10 janvier, n'a pas embrasé les cités. Des pétards ont été tirés, des poubelles incendiées, des voyous interpellés. Mais pas d'émeute. « *La situation est encore instable, mais on n'est plus en 2005* », résume un policier.

La violence est moins désordonnée, mais elle reste organisée. Le trafic de stupéfiants est aux mains de réseaux solidement implantés dans les quartiers. « *On en compte en moyenne deux par cité, dont les membres se connaissent souvent depuis l'enfance.* » Les trafiquants vont s'approvisionner aux Pays-Bas ou en Belgique, « *à peu près une fois par mois* ». Quelques heures suffisent pour faire l'aller-retour en go fast : de puissantes voitures, souvent de marque allemande, qui roulent en convoi sur les autoroutes du Nord. L'une s'assure que la voie est libre, l'autre suit à distance mais en liaison constante avec la première par téléphone. À l'aller avec l'argent, au retour avec la came : « *50 à 60 kilos de résine de cannabis, un kilo de cocaïne et un kilo d'héroïne. C'est à peu près la marchandise pour un mois.* »

Les sommes en jeu sont considérables. « *Un kilo de cannabis, c'est entre 1 000 et 1 500 euros.* » En mars 2010, les policiers avaient saisi près d'un million d'euros en espèces au Grand-Ensemble, une cité de Tremblay-en-France qui n'est pourtant pas connue comme l'une des plus "chaudes" du département. « *Une affaire initiée par le commissariat local, sur laquelle nous sommes intervenus en renfort*, raconte le capitaine Christophe Prévot, qui commande la Bac départementale (80 hommes expérimentés). *L'enquête a conduit à cet appartement, après un flagrant délit pour deal dans un hall d'immeuble.* » « *C'était un spot important, avec des allées et venues nombreuses, mais on ne pensait quand même pas tomber sur un tel pactole. On a mesuré à cette occasion que ce "commerce" avait pris dans les cités une proportion qu'on n'imaginait pas* », précise Serge Castello, qui présente cette affaire comme « *un tournant* ».

La nomination du préfet Lambert est intervenue le mois suivant, en avril 2010. Sa stratégie : pilonner les points de deal pour désorganiser une économie parallèle dont les ramifications sont d'autant plus profondes qu'elle profite à de nombreux acteurs.

Un guetteur touche environ 100 euros par jour – sans compter le panier-repas auquel il a droit. Et le dealer ? « Jusqu'à 200 euros. Ça dépend du débit et de ce qu'il vend, coke ou cannabis, estime un policier. Mais la rémunération a tendance à baisser, en raison des coups que nous portons au trafic. Pour eux aussi, c'est un peu la crise ! »

Quoi qu'il en soit, leurs familles s'habituent vite à ces rentrées régulières : « Ça permet de régler le loyer et les dépenses courantes. » La rétribution des “nourrices”, qui entreposent la drogue chez elles avant sa ventilation, dépend de leur implication : ce sont soit des complices, soit des personnes vulnérables qui agissent sous la menace des trafiquants.

Plus de 5 millions d'euros d'avoirs criminels

Et ceux-là ? Et que leur rapporte leur commerce illicite ? Les groupes d'intervention régionaux (Gir), mis en place par Nicolas Sarkozy en 2002, travaillent sur le patrimoine des suspects signalés par les services d'enquête.

Le commissaire Guillaume Batigne dirige le Gir 93. « Plus de 5 millions d'euros d'avoirs criminels ont été saisis l'an dernier. » Par exemple ? « Un pavillon d'une valeur de 600 000 euros, que se faisait construire un revendeur de drogue. Il organisait l'importation de cocaïne depuis la République dominicaine. Il remboursait son prêt grâce à l'argent de ce trafic, versé sur une multitude de comptes-taxis destinés à égarer les enquêteurs. » Ce malfaiteur – qui se disait boulanger de profession ! – a été condamné à quatre ans d'emprisonnement.

Mais tous les individus interpellés ne placent pas leurs profits dans la pierre. Quand l'argent ne part pas à l'étranger, notamment au Maghreb, il est souvent investi dans le commerce de proximité : sandwicheries, bars, pressings, sociétés de téléphonie, location de véhicules... Ce qui permet à la fois de blanchir les fonds et d'offrir un travail à ses proches. D'autres préfèrent claquer leur argent dans l'achat de grosses cylindrées – comme le propriétaire de cette Audi Q7 chez qui les policiers du “9-3” ont découvert 3,5 kilos de résine de cannabis et 1,6 kilo de cocaïne (d'une valeur de 80 000 euros) mais aussi plusieurs armes : un fusil d'assaut kalachnikov, un pistolet automatique avec silencieux et un stock de cartouches.

Les armes. Plus de 700 ont été saisies en Seine-Saint-Denis depuis l'arrivée du préfet Lambert. Les trafiquants les utilisent surtout pour régler leurs comptes entre eux. « Quand on tape, on saisit du liquide, on saisit de la drogue. Cet argent, quelqu'un le doit à quelqu'un d'autre. Et les créanciers ne cherchent pas à comprendre ! », explique le capitaine Prévot. La concurrence est d'autant plus vive que les policiers ont porté des coups décisifs à certains réseaux. « En déstructurant leur organisation, nous les obligeons à réduire le débit. »

« On saisit la marchandise, on saisit leurs biens. On ne leur a jamais autant pris. Forcément, ils ont du mal à se redéployer », résume Loïc Lecouplier, secrétaire régional du syndicat Alliance Police nationale. Un résultat acquis au prix d'une action incessante : « Lambert connaît la boutique, il a fait tous les grades. Il a tiré la quintessence des hommes et des femmes de ce département, dit-il. Il n'est pas question de relâcher l'effort, mais je ne crois pas qu'on puisse leur en demander plus. » Depuis le mois d'avril 2010, les policiers ont saisi 6 tonnes de stupéfiants : cocaïne, cannabis, héroïne... Près de 1 500 ont été blessés en opération.

Fabrice Madouas

Egypte, Tunisie Les islamistes se lâchent (source Présent)

Le leader des salafistes en Egypte s'appelle Yasser Al-Burhami. Les islamistes ayant le vent en poupe, il se lâche. Et quand il parle des chrétiens d'Egypte – les seuls vrais Egyptiens de souche, les Arabo-musulmans n'étant, comme au Maghreb, que des envahisseurs –, il met le paquet :

— Est-ce qu'on peut comparer les chrétiens d'Egypte aux Juifs de Médine [qui ont été massacrés par Mahomet...] ? Le cas des Juifs de Médine est un exemple des relations (sic) entre musulmans et infidèles. Les musulmans peuvent adopter toutes les formes de conduite qui furent celles du prophète Mohammed. Quand le prophète Mohammed était encore à La Mecque, il traitait avec les infidèles d'une certaine manière, et quand les musulmans sont en état de faiblesse, ils doivent composer avec les infidèles de cette même façon.

Et quand ils sont en position de force ? Eh bien ils peuvent faire comme l'a fait Mahomet avec les Juifs de Médine... En état de faiblesse en arrivant à Médine, il avait composé avec les Juifs, ne les forçant pas à payer l'impôt de capitation (la jizya). « Parce qu'il ne pouvait pas faire autrement à l'époque », explique Yasser Al-Burhami. Et quand il a pu faire autrement ? « Il les a combattus ».

Sadok Chourou, lui, est un député tunisien d'Ennahdha, parti qu'on a essayé de nous vendre comme composé d'« islamistes modérés » (les dhimmis ont le secret de l'oxymore).

S'exprimant au parlement tunisien il a demandé – en s'appuyant sur un verset du Coran – que les utilisateurs d'internet (les sit-inners et les blogueurs) soient punis. Et punis comment ? Par la mort, la crucifixion, le démembrement ou le bannissement (le bannissement, c'est le côté « modéré » des islamistes).

Sa déclaration ayant fait un peu de bruit, on lui a demandé de préciser sa pensée. Il l'a fait volontiers : « C'est juste un constat de ce qui se passe maintenant, ce n'est pas un appel à la haine (sic), mais un appel à mettre fin à ces faits qui sont un crime envers le peuple et méritent un châtiment des plus sévères. »

A de telles prises de position en Egypte, en Tunisie, en Libye (où Juppé a lui aussi trouvé, nonobstant l'instauration de la charia, des « islamistes modérés »), on mesure combien le prétendu « printemps arabe » a été totalement contrôlé par les islamistes. Et, à la différence de la Libye où l'on est intervenu pour sauver les opposants à Kadhafi d'un éventuel massacre, il n'y aura personne – il n'y a déjà personne, il n'y a jamais eu personne – pour venir en aide aux Coptes ou aux chrétiens du Nigeria.

Retenons cette leçon pour notre pays. Quand ils sont en position de faiblesse, les musulmans composent et avancent à pas feutrés. En attendant d'être un jour en position de force. Et là... ALAIN SANDERS



RG : affaires secrètes

source Valeurs actuelles

François d'Orcival le 26/01/2012

La sixième cartouche de Grossouvre, la guerre des polices contre Kelkal, la “chandelle” d'Action directe, le treizième pilier de Lady Di... le préfet Massoni en dit plus sur de grandes affaires récentes.

Bureau du préfet de police, jeudi 7 avril 1994, début de soirée. En fonction depuis près d'un an, Philippe Massoni consulte les notes de ses collaborateurs. L'interministériel sonne. Au bout de la ligne, Michel Charasse, l'un des conseillers les plus proches de François Mitterrand. Il

appelle de l'Élysée. Sa voix est claire mais émue ; ce qu'il a à annoncer est « *très grave* ». François de Grossouvre, l'ami du président, vient de se donner la mort.

Sur place, le bureau a été bouclé ; l'enquête commence... Après avoir informé le ministre de l'Intérieur, qui est alors Charles Pasqua, Massoni envoie sur les lieux le commissaire du quartier de la Madeleine, prévient les autorités judiciaires et administratives, etc. Procédure classique.

Dix-huit ans après ce second suicide de la présidence Mitterrand (il suivait celui de Pierre Bérégovoy), Philippe Massoni publie soixante ans de souvenirs. Une carrière de “grand flic”, dont l'essentiel s'est déroulé à la tête des Renseignements généraux (service fusionné par Nicolas Sarkozy avec la DST dans l'actuelle Direction centrale du renseignement intérieur).

Il ouvre donc pour le lecteur un certain nombre de dossiers célèbres mais traités et éclairés par lui. C'est dans le détail que ceux-ci sont passionnants. Le corps sans vie de François de Grossouvre avait donc été découvert par son garde du corps dans son bureau de l'Élysée. « *Le conseiller tenait encore son revolver dans la main droite et présentait une plaie à la base du cou, et une autre, large et ensanglantée, sur l'arrière gauche du crâne.* » « *Aucune trace de violence ou de lutte n'était à signaler.* » Pas de testament ni de document explicatif du geste.

L'autopsie révélera la destruction du cerveau « sous l'effet du tir à bout touchant ». La balle était découverte incrustée dans le plafond du bureau. Cela, on le savait. Mais Philippe Massoni, qui a évidemment eu le dossier de l'identité judiciaire entre les mains, précise : « *Le corps reposait en arrière sur un fauteuil, derrière son bureau de travail. L'arme tenue de la main droite, un revolver 357Magnum, comportait dans le barillet quatre cartouches non percutées.* » Ce détail-là, personne n'en avait jamais fait état. Voilà pourtant un élément à ajouter à l'énigme de ce suicide.

L'arme de François de Grossouvre était un Manurhin MR73 qui lui avait été offert par les gendarmes du GIGN – un revolver dont le barillet contient six cartouches. Or Grossouvre en a percuté une pour se tuer ; il en restait quatre. En manque-t-il une ? Non, les policiers qui ont perquisitionné son appartement ont bien trouvé deux boîtes de cinquante cartouches de ce type ; il ne manquait que cinq balles dans l'une d'elles. Pour quelle raison Grossouvre n'a-t-il chargé son revolver que de cinq balles et non de six ? Il aurait pu n'en loger qu'une seule. Aurait-il voulu se laisser une chance contre cinq ? La réponse est plus banale ; tireur entraîné, il gardait le chien de son arme sur une chambre vide. *François d'Orcival*

Voir la suite en cliquant sur :

<http://www.valeursactuelles.com/histoire/actualités/rg-affaires-secrètes20120124.html>



Parrainages : où en sont les candidats ?

Source Europe 1 SFR info 02 FÉVRIER 2012,

Crédits photo : Maxppp

Véritable casse-tête pour certains, ils ont jusqu'au 16 mars pour en recueillir **500**.

La question des 500 parrainages, indispensable sésame dans la course à la présidentielle, constitue un véritable parcours du combattant pour les "petits" candidats. Les formulaires, remplis et signés de la main de l'élue qui parraine, devront renvoyés au

Conseil constitutionnel avant le 16 mars. Où en sont les différents candidats à ce stade ? Europe1.fr a fait les comptes.

Ceux qui n'ont pas de raison de s'inquiéter :

Bénéficiant d'un réseau d'élus locaux important, Jean-Luc Mélenchon (Front de Gauche), Eva Joly (EELV), François Hollande (PS), François Bayrou (Modem) et Nicolas Sarkozy, qui n'a pas encore déclaré sa candidature, devraient obtenir sans difficulté leurs parrainages. Seul "petit" candidat à avoir officiellement les signatures nécessaires, Jacques Cheminade. Le président de Solidarité et Progrès assure avoir "plus de 500 promesses", qui selon lui "seront tenues".

Proches du but :

Philippe Poutou, candidat du NPA, affirme, lui, avoir "atteint les 400 promesses de signature". "C'est très difficile ça prend énormément de temps", regrette le responsable des signatures, Thibault Blondin. Nicolas Dupont-Aignan (Debout la République) indique avoir 480 promesses écrites de parrainages. "Il faudrait que j'en ai 550 pour la sécurité, mais raisonnablement, ça devrait aller", assure-t-il. Contacté par Europe1.fr, son entourage dit avoir déjà recueilli les 500 promesses, mais vise les "700", pour se prémunir contre d'éventuels désistements.

Ils ont fait plus de la moitié du chemin

Hervé Morin, candidat du Nouveau centre, déclare avoir récolté 300 signatures et réaffirme sa détermination à aller jusqu'au bout. De son côté, la représentante du Front national, Marine Le Pen, dispose de "340 promesses à peu près, ce qui est très peu, dit-elle, compte tenu du fait que l'ouverture des parrainages définitifs s'effectue maintenant dans une quinzaine ou une vingtaine de jours". Quant à la présidente de Cap21, Corinne Lepage, elle se situe "entre 300 et 400 parrainages, et plus près de 400 que de 300". Enfin, Maxime Verner, 22 ans, "candidat de la jeunesse" à la présidentielle de mai 2012, a pour sa part réuni 298 promesses de parrainages.

Pour eux, les choses se compliquent

Christine Boutin, candidate du Parti chrétien-démocrate, approche les 250. "J'espère que cela va se débloquer", a-t-elle expliqué. Frédéric Nihous, représentant Chasse, Pêche, Nature et Traditions en est à 223, mais se dit "raisonnablement optimiste".

Ceux qui ne veulent pas lever le voile

Aucune communication du côté de Dominique de Villepin. Le candidat de République solidaire a récemment adressé une lettre à tous les maires de France. Joint par Europe1.fr, son entourage admet tout au plus être au-delà des 200 promesses et vise les 600. [Carl Lang, représentant de l'Union de la droite nationale reste lui aussi secret. L'ex-cadre du FN déclare simplement "ne pas être au bout", mais se situe "au-delà de ce que il espérait".](#)

Chez Lutte Ouvrière, Nathalie Arthaud dit se "rapprocher du but". "Par rapport à 2007, ça ne va pas moins bien, ça va même un petit peu mieux", confie son porte-parole Pierre Royan, contacté par Europe1.fr.

LES TRÈS ÉTRANGES DÉRIVES DU FRONT NATIONAL (Source RIVAROL du 3/02/2012)

Une très étrange recrue venue de l'extrême gauche vient d'être investie par Marine Le Pen aux élections législatives en Moselle alors même qu'elle a adhéré au FN il y a seulement quelques jours, après avoir été investie ! Comme le relève *Minute* du 25 janvier, « *A 62 ans, Elisabeth Barget a un parcours qui ferait passer Eva Joly pour une bigote et une mère la vertu.* » Elle sera candidate aux prochaines élections législatives dans la 9e circonscription de la Moselle, celle de Thionville-Est. Elle fut de tous les combats en faveur de l'avortement et participa à tous les combats gauchistes depuis 1968, prônant le « *droit de disposer de son corps* » et « *luttant contre le péril fasciste* » représenté par le Front national. A l'occasion de la venue en France, en 1996, de Jean Paul II pour célébrer le 1 500e anniversaire du baptême de Clovis, elle exige d'être débaptisée. Membre de la CGT, puis trotskyste, elle manifesta devant l'Assemblée nationale en brandissant une banderole : « *Députés, vos femmes avortent* » et milita au MLAC (Mouvement de libération de l'avortement et de la contraception). Elle s'activera particulièrement au sein de « *l'observatoire de l'extrême droite* » mis en place par Ras l'Front. Elle le reconnaît : « *Je fliquais Radio Courtoisie* ». Elle milite parallèlement à Act Up et à Initiative républicaine, qu'elle présente elle-même, selon *Minute*, comme une « *émanation du Grand Orient de France* ». En 1996, Elisabeth Barget dénonce, dans *Libération*, l'Eglise catholique comme « *une secte réactionnaire et totalitaire* ». Elle fonde l'association « *Rendez-nous nos âmes* », appelant activement les athées baptisés à écrire à l'évêché pour se faire rayer des registres de baptêmes. Bref, que du lourd !

Mais notre amie, ou plutôt celle de Marine Le Pen, qui n'a rien renié de ses engagements ultra-féministes et anti-chrétiens, a soudain changé d'étiquette. Elle a tout d'abord rejoint l'UMP et posé sa candidature pour être secrétaire d'Etat (interdit de rire). *Damned*, raté : « *Ils ont pris Fadela Amara* », déclare-t-elle. Pas grave. Elle vient de prendre sa carte au Front national car elle s'est aperçue que Marine Le Pen pensait comme elle. Elle se sent rassurée. Le discours qu'elle a entendu à un meeting de Marine Le Pen l'a comblé : « *Le Front national a subi une mutation. J'ai vraiment entendu un discours de gauche.* »

Bref, la voici investie...

Jérôme Bourbon l'écrivait il y a plus d'un an, ce qui ne lui a pas valu que des amis: par son mode de vie et de pensée Marine Le Pen se sentira toujours plus proche d'une militante pro-IVG, antichrétienne au point de se faire débaptiser que du militant nationaliste qui défend sa terre, son peuple et son sang, du catholique qui essaie d'élever chrétiennement ses enfants et va à la messe le dimanche. Aussi quand je vois des traditionalistes défiler lors de la marche pour la vie le 22 janvier, et qui s'apprêtent à voter Marine Le Pen qui interdit tout contact avec le Renouveau français et les Jeunesses nationalistes et se dit favorable au maintien du Pacs et de la législation actuelle sur l'avortement, je me dis que l'inconséquence, l'incohérence des gens, leur relativisme doctrinal et moral ont de quoi laisser pantois !

Les musulman-e-s avec Jean-Luc Mélenchon



**Manifestation contre l'islamophobie du PS et de la gauche le 17 janvier
Romorantin : préparons ensemble le meeting du Front de Gauche**

Nous empêcherons le FN de tenir sa convention à Lille janvier 27, 2012 //46

Les 18 et 19 février, le mouvement d'extrême-droite xénophobe de Jean-Marie et Marine Le Pen devrait tenir sa « Convention » nationale à Lille.

Quel affront à cette terre ouvrière, qui a toujours rejeté les thèses de l'extrême-droite dans sa tradition ouvrière ! Il n'en faut pour preuve que le cas d'Hénin-Beaumont, où malgré une incroyable diabolisation de la gauche unitaire sous prétexte de quelques malversations mineures de la part de marginaux de la gauche, le FN prétendait dénoncer une « mafia » locale sortie de son imagination.

On ne saurait évidemment rappeler toute la stigmatisation opérée par les Le Pen père et fille contre l'Islam, comparant les prières dans seulement deux rues (l'une à Paris et l'autre à Marseille) à l'Occupation nazie. On ne saurait évidemment rappeler la contestation systématique du FN de toute construction de mosquée, sous prétexte de financement occulte soi-disant intéressé par des élus locaux.

Nous, musulmans de la l'agglomération urbaine Lille-Roubaix-Tourcoing, devons clairement prendre position dans cette affaire de la « Convention » du FN à Lille. Allons-nous tolérer la stigmatisation de plus de 11,5 millions de Français musulmans ? Ou alors allons-nous privilégier le vivre-ensemble tel que notre Prophète (PBSL) nous l'a en enseigné ?

Nous, musulmans du Nord-Pas de Calais, attendons de tous les responsables politiques. une réponse politique claire sur le vivre-ensemble dans notre région multiculturelle. Hélas ni le Parti socialiste sioniste de François Hollande, ni l'UMP islamophobe du sioniste Copé ne nous a répondu. Alors qu'en dit le Front de gauche du Franc-maçon Jean-Luc Mélenchon ? Il est le seul mouvement qui demande la régularisation de tous les sans-papiers et qui refuse de mettre des barrières à l'immigration comme l'a fait François Hollande dans l'émission de France 2 où il a approuvé la politique esclavagiste de « l'immigration choisie » de Sarkozy et de la droite xénophobe.

La balle est donc dans le camp de la gauche, et conditionnera le vote de 11,5 millions de Français musulmans. Pour le moment il n'y a pas photo. Entre Hollande qui veut continuer à rafler les enfants sans-papiers à la sortie des écoles et Mélenchon qui veut leur rendre leur dignité, il y a une différence fondamentale où chaque musulman de France saura trouver la voie juste.

Et nous verrons qui sera avec ou contre les Musulmans pour manifester contre la présence du FN et de Marine Le Pen à Lille. Choisissez votre camp, Mesdames et Messieurs les élus. Si vous êtes contre nous, vous en paierez le prix dans les urnes. Si vous êtes avec nous, prouvez-le en donnant à la diversité sa juste place dans vos partis mais aussi dans vos administrations locales.

Lamia Barrack, déléguée au multiculturalisme et à la diversité du comité musulman de soutien à Jean-Luc Mélenchon pour le Nord-Pas de Calais

Voilà le vrai visage de la Gauche alliée de l' Islam

QUESTION DU MOIS :

Marine Le PEN, Nicolas DUPONT AIGNAN, veulent sortir de l' Euro, pensez-vous qu'ils ont raison ?

Votre réponse : OUI - NON m.n.r@m-n-r.fr

NE PAS OUBLIER : DE TRANSMETTRE CET HEBDO A TOUS VOS AMIS QUI POSSEDENT UNE ADRESSE MAIL

- C'est simple il suffit de cliquer sur " **Transférer**", puis indiquer leur adresse e.mail, dans la case "**Cci** "

Merci

ACTE MILITANT GRATUIT: Quand vous recevez des enveloppes pré-timbrées, ne les jetez pas, profitez en pour les envoyer à leur destinataire en y joignant un de nos prospectus. (téléchargeable sur le site MNR, cliquez sur ce lien : <http://www.m-n-r.fr/tracts.htm>)

A l'arrivée il y aura au moins une personne qui en prendra connaissance.